



Investissons dans l'enseignement supérieur et la recherche : NON à l'austérité, la précarité et la sélection

Les syndicats soussignés appellent à se mobiliser le 16 novembre contre la politique du gouvernement

Le gouvernement Macron accumule les mesures contre les agent.e.s de la Fonction Publique et les jeunes : gel de la valeur du point d'indice, rétablissement de la journée de carence, report de mesures indiciaires liées à la mise en œuvre de PPCR, hausse de la CSG à 1,7% sans compensation pérenne, perspective de 120 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique. Sans compter les menaces contenues dans les ordonnances « loi travail » qui précarisent l'insertion professionnelle des jeunes et, après avoir touché le secteur privé, seront sans doute transposées dans le public : le « contrat de projet » (synonyme de précarité à vie !), la disparition des CHSCT, l'affaiblissement des règles nationales au profit « d'arrangements locaux »...

Une rentrée sous le signe de l'austérité

Dans notre secteur, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche (ESR) a annoncé une hausse de son budget de 700 M€ en 2018. Cette augmentation sera en réalité absorbée pour près de la moitié par le remboursement de la dette contractée auprès des organismes internationaux de recherche. Il restera 400 M€ pour financer les évolutions de carrière, remplacer les départs, pour répondre à l'augmentation continue du nombre d'étudiant.e.s, pour rénover les bâtiments, développer la recherche, réduire l'emploi précaire et améliorer les conditions de travail et d'étude. C'est très insuffisant ! Vingt-cinq M€ supplémentaires iraient aux laboratoires. Lesquels ? Sous quelles formes ? Rapporté au nombre de laboratoires, c'est infinitésimal ! Pour rappel 331 M€ ont été annulés sur le budget 2017 au début de l'été dont 95 M€ de crédits pour la recherche et les formations universitaires.

Bref, les universités et les laboratoires seront toujours confrontés à la misère de leurs financements, à la course épuisante et sans fin aux contrats, dont la très grande majorité est finalisée. Les 70 000 précaires de l'enseignement supérieur et de la recherche n'auront toujours pour la plupart d'entre eux que Pôle emploi comme horizon.

Mais à côté de ça la sanctuarisation des milliards du crédit d'impôt recherche sera, elle, bien effective !

Des rémunérations indignes et la précarité pour les plus jeunes

Les rémunérations des personnels titulaires sont de 30 à 40% inférieures aux autres secteurs de la Fonction Publique, le nombre de recrutements est ridicule, les carrières sont bloquées, sans parler des postes gelés et des établissements en déficit. Tout cela impacte largement les conditions d'études des étudiant.e.s qui, cette année, ont été les premières victimes du manque de budget avec près de 4000 jeunes bachelier.ère.s qui n'ont pas eu de place dans l'enseignement supérieur. Et pour ceux et celles qui ont pu accéder à l'université, ils et elles se retrouvent aujourd'hui dans des amphithéâtres et des TD surchargés, ce qui les empêche de suivre leurs cours dans de bonnes conditions. Du côté des personnels, cette politique menée au nom de l'excellence génère mal-être et souffrance au travail.

Le 18 septembre 2017 le CNESER, s'est exprimé à une très large majorité sur la nécessité de développer l'emploi scientifique et de revaloriser les carrières du personnel de l'ESR. Il s'est aussi exprimé clairement sur les conséquences du financement via le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) en indiquant que « la partie du PIA affectée à l'ESR, actuellement pilotée au niveau du Premier ministre et dont l'efficacité est contestée par la Cour des comptes, a été utilisée comme un instrument pour imposer aux établissements des restructurations et leur mise en compétition ».

La recherche et l'enseignement supérieur vont très mal. Pour nos organisations il est inadmissible que le budget 2018 accroisse encore les difficultés. Dans le contexte d'austérité budgétaire affaiblissant la Fonction Publique et dégradant la situation des agent.e.s public.que.s, il est nécessaire de se mobiliser pour gagner l'amélioration des conditions de travail et d'emploi, des carrières et du pouvoir d'achat.

La généralisation de la sélection comme seule perspective pour les bachelier.ère.s

Face à l'enjeu de la massification et de la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur, le gouvernement propose un projet de loi qui, sous couvert d'attendus décidés par chaque université, introduit la sélection et pérennise le sous-financement des 1^{ers} cycles universitaires. Il prévoit 100 M€ d'investissements chaque année pendant 5 ans pour permettre d'augmenter le nombre de places dans les filières en tension financer les dispositifs pédagogiques en vue d'améliorer la réussite des étudiant.e.s. Mais avec 40 000 étudiant.e.s de plus par an cela représente un investissement de 2 500€/étudiant.e. C'est un quart de l'investissement actuel déjà très insuffisant ! Si ce projet de loi était mis en œuvre tel quel, les conditions d'études et les conditions de travail des personnels seraient encore plus dégradées ! De plus la sélection n'est pas la solution pour les filières en tension, elle reproduira les inégalités socio-culturelles et le sous-encadrement actuel risque de la généraliser à tout le 1^{er} cycle.

Les actions proposées sont à considérer comme un moment spécifique dans la contestation de la politique que souhaite imposer le gouvernement. Elles s'inscrivent, avec les autres appels interprofessionnels, dans un mouvement plus général visant à endiguer la vague des régressions sociales. Dans le cadre de cette journée, les organisations syndicales de l'ESR invitent les personnels à se mobiliser pour exiger :

- le dégel et la revalorisation du point d'indice, ainsi qu'un rattrapage en nombre de points du pouvoir d'achat perdu ces dernières années ;
- un plan pluriannuel de création d'emplois de fonctionnaires, enseignants-chercheurs, chercheurs, ingénieurs , techniciens, personnels techniques de bibliothèques et administratifs à hauteur de 6 000 créations par an pendant 10 ans ; et dès à présent, le dégel de tous les emplois vacants ;
- la fin de la politique de précarisation et la mise en place d'un plan de titularisation des contractuels et vacataires de l'ESR ;
- une réelle augmentation du financement public de l'ESR : 3 milliards d'€/an pendant 10 ans pour atteindre l'objectif de 1% du PIB pour la recherche publique et 2% du PIB pour l'enseignement supérieur ;
- le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1^{er} grade universitaire, garantissant l'accès de tous les bachelier.es sur tout le territoire aux filières post bac et aux établissements de leur choix ;
- l'exigence d'ouverture de places supplémentaires en 1^{er} cycle post bac et le refus de toute sélection à l'entrée à l'université ;
- le refus de l'instauration de blocs de compétences en lieu et place des diplômes et des qualifications ;
- l'abandon du projet de loi sur 1^{er} cycle post bac.

**Étudiant.e.s, personnels, toutes et tous ensemble mobilisé.e.s le 16 novembre !
Nous appelons à rejoindre les manifestations selon les modalités définies localement.**

SNESUP-FSU, SUD Recherche EPST, SUD Education, UNEF, SNEP-FSU, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, SNTRS-CGT, CGT-FERCUSP, CGT-INRA, SNPRES-FO et Solidaires Étudiant-e-s